

A BAS L'ÉTAT-PATRON ET LES MONOPOLES! LIBERTÉ DE LA PRESSE ET GESTION OUVRIÈRE!...

Les travailleurs parisiens du Livre sont en lutte contre deux adversaires à la fois: le Patronat de la grande presse subventionnée et l'État des politiciens pseudo-socialistes.

La loi du 16 mai 1946 a institué un régime d'exploitation des travailleurs et du public, sous le contrôle d'un organisme officieux qui est la *Société Nationale des Entreprises de Presse*.

La *Fédération Nationale de la Presse*, qui groupe les patrons de journaux, est dirigée par le radicalo-stalinien Albert Bayet; la S.N.E.P. par le stalino-socialiste Pierre Bloch (au salaire de 1.200.000 francs par an).

Ainsi s'est constitué un monopole quasi-étatique de l'industrie du Livre et de l'opinion.

Le public boude inévitablement cette presse dirigée. Presque tous les journaux font d'énormes déficits. Ils ne doivent leur existence qu'à la vente «*au noir*» des stocks de papier alloués par l'État, et à la tolérance de ce dernier qui tolère des notes impayées de centaines de millions, les passant aux profits et pertes aux frais des contribuables.

Près d'un milliard en un an a été engouffré dans ce puits sans fonds. Les *Entreprises parisiennes de presse* doivent aux caisses responsables 53.000.000 de francs d'assurances sociales et d'impôts perçus sur les salaires de travailleurs.

La rentabilité est si mauvaise, les frais généraux (foire d'empoigne des prétendus résistants) sont si élevés qu'une solution s'imposait: arrêter les frais.

Cette opération ne pouvait être réalisée qu'en feignant d'en faire retomber la responsabilité sur les travailleurs.

La situation des exploités du livre

Précisément, le mécontentement régnait parmi les travailleurs du Livre. Partout la rareté du papier a mis ces derniers dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres catégories. C'est ainsi qu'en Angleterre leurs salaires ont augmenté de 37% seulement depuis l'avant guerre (indice général: +64%); il en est de même en France. Organisée selon la vieille pratique des sections professionnelles séparées, infériorisée par la technique routinière de l'industrie elle-même, spécialement dans notre pays, et par l'apparition de la radio, les travailleurs du Livre ont cessé de compter parmi les privilégiés du prolétariat.

La fable officiellement propagée des salaires dorés des linotypistes parisiens est une farce: les plus avantageés de la profession touchent 12.500 par mois moins 15% d'impôts et d'assurance, contre près de 3.000 fr. avant guerre. Et les clicheurs et rotos sont encore au-dessous.

Dès septembre dernier une agitation s'est produite parmi les rotativistes parisiens, qui ont appliqué, contre l'accélération du travail, les délais de tirage établis en accord avec la S.N.E.P. et la *Fédération du Livre*.

On ne peut donc accuser les ouvriers d'avoir «*saboté l'expérience Blum*», sur les conseils de politiciens quelconques.

Si quelqu'un a saboté, c'est le provocateur Bayet par son lock-out et la S.N.E.P. par l'augmentation en dernière heure du prix de revient des journaux (taux de l'étoffeage).

Le lock-out est illégal

Les travailleurs du Livre, ayant demandé un referendum, les dirigeants ont procédé le mardi 7 janvier à ce referendum pour ou contre la grève, et pour la fixation de la date d'entrée en grève, immédiatement ou le 15 janvier. Ce referendum, qui devait démontrer la solidarité de toutes les sections professionnelles n'a pas été dépouillé et a été annulé par les responsables syndicaux.

En effet, le mercredi, coup de théâtre; la S.N.E.P., dans une réunion où les trois représentants «*ouvriers*» de la *Fédération du Livre* n'avaient pas été convoqués, prend la décision de lock-outer les équipes des quotidiens.

C'est alors que se manifeste la faiblesse coupable des dirigeants cégétistes. Ils donnent au personnel des hebdomadaires, des imprimeries hélioc, du journal-labeur, etc... la consigne d'aller au travail, alors que ceux-ci étaient disposés à relever le gant et à déclarer la grève de solidarité.

La crapulerie des bureaucrates-patrons a ainsi libre cours. Le lock-out, doublement illégal par l'absence des délégués «*ouvriers*» à la S.N.E.P. et par la non consultation des Conseils d'entreprises et d'établissements, est présenté au public comme une grève des équipes travaillant aux quotidiens. Le public s'irrite contre les prétendus «*grévistes*», et la radio d'État, les affiches du *Syndicat de la Presse* se livrent aux mensonges les plus éhontés.

Au lieu d'utiliser le matériel entre leurs mains pour lancer dans l'opinion tracts et journaux, dénonçant la collusion du gouvernement et du patronat, les camarades typos laissent la parole à l'ennemi. Un journal trotskiste accroît encore la confusion en prenant le parti de la presse d'État, contre la liberté de la presse et la véritable gestion ouvrière en commandite, seule solution de signification socialiste.

L'action des Comités d'entreprise

Il y eut cependant un signe d'espoir donné par la proclamation des Comités d'entreprise et d'établissement, placardée le vendredi matin 10 janvier dans les ateliers des diverses boîtes. Cet «avis au personnel» indiquait la décision restée malheureusement lettre morte de passer à la gestion ouvrière des entreprises, comme réponse au coup de force de l'État-patron, et en attendant le succès des négociations ultérieures (!!!).

Malheureusement, cette mesure n'était guère envisagée que comme moyen de pression, non pas comme une issue révolutionnaire au système du salariat. Il est significatif que les Comités signataires n'aient pas cru devoir consulter la base et n'aient point fait appel à la combativité et à la responsabilité de tous les intéressés pour rendre opérante la collectivisation des entreprises - formulée sur un simple bout de papier!

La grande pagaille

Le lundi 13 janvier a lieu enfin à la *Maison de la Fédération du Livre*, une réunion syndicale, où la voix de la base pourrait se faire jour. Hélas, elle est menée si cafouilleusement par les dirigeants cégétistes qu'elle aboutit à une complète pagaille dans les esprits. Le *Conseil syndical* des rotos se prononce pour la rentrée, et cette formule est adoptée, sans qu'on puisse comprendre s'il s'agit de la rentrée pure et simple ou de la victoire des 25%.

Dans la nuit, les rotos se sentant refaits, ne marchent pas. C'est la dislocation du *Comité inter-presse*. De son côté, la S.N.E.P. maintient son lock-out.

Dans l'espoir de rattraper des électeurs. M. Pierre Bloch déclare - verbalement que jusqu'à lundi 6 heures, les lock-outés seront payés. Il en coûtera à l'État 4.000.000 par jour, dit-on. C'est cher, mais il s'agit d'éviter la transformation du lock-out en grève, et surtout en grève expropriatrice - et quelques sacrifices paraissent nécessaires pour maintenir la confusion et briser la solidarité.

Le problème posé devant les travailleurs du Livre excède de beaucoup les fiches corporatives d'une revendication de salaires. Beaucoup l'ont compris et ont approuvé le tract qui a été rédigé et distribué par les plus conscients.